

Réalisation de prestations «
traiteur » pour les services de
l'Université Paris-Est Créteil
Val de Marne

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**











Consultation n°

2025PATRAITEUR





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
8.	LITIGE ET SANCTIONS	13
9.	FIN DU CONTRAT	15

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Réalisation de prestations « traiteur » pour les services de l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne
	Acheteur	Université Paris Est Créteil
	Type de contrat	Accord-cadre multi -attributaire de services
	Structure	4 lots
	Lieu d'exécution	Les prestations sont exécutées sur tous les sites de l'Université Paris-Est Créteil. Une annexe précise les sites d'exécutions.
	Durée	12 mois - 3 reconductions
	Développement durable	Clause sociale - Clause environnementale
	Pénalités de retard	Variable selon les prestations du contrat
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 3° - Services sociaux et autres services spécifiques - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Réalisation de prestations « traiteur » pour les services de l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations « traiteurs » comprenant la fourniture et la livraison de plateaux-repas / sandwiches snacks, buffets, cocktails et repas assis pour l'ensemble des services et composantes de de l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne (UPEC).

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations **sont exécutées sur tous les sites de l'Université Paris-Est Créteil**.

Une annexe précise les sites d'exécutions.

■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ainsi que e cadre de réponse ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;

- l'offre technique du titulaire ;
- Le tarif public du titulaire.
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.
- Les bons de commandes au fur et à mesure de leur émission

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Paris Est Créteil**, représenté par Jean-Luc Dubois-Randé Président.

Adresse et coordonnées :
Pôle Achats

61, avenue du Général du Gaulle
Créteil
94100 Créteil Cedex

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **4 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à bons de commande sans minimum et avec maximum multi-attributaires en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **accord** multi-attributaire en application des articles R2162-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le marché est réalisé avec des prestations établies de manière forfaitaire sur la base de la DPGF et des prestations ou de manière unitaire sur la base du BPU selon que le prévoit les lots.

Les prestations, objet du contrat, ne pouvant pas être exécutées selon ces deux méthodes, peuvent être établies sur devis fourni par le prestataire.

Type	Objet
Consultation	Réalisation de prestations « traiteur » pour les services de l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne - <i>Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations « traiteurs » comprenant la fourniture et la livraison de plateaux-repas / sandwiches snacks, buffets, cocktails et repas assis pour l'ensemble des services et composantes de de l'Université Paris-Est Créteil</i>

Type	Objet
	<i>Val de Marne (UPEC).</i>
Lot n°1	Plateaux repas / Sandwiches Snacks département du Val de Marne - à bons de commande sans minimum et avec maximum - voir <i>Reconduction pour les montants</i>
Lot n°2	Plateaux repas / Sandwiches-Snacks département de Seine et Marne - à bons de commande sans minimum et avec maximum - voir <i>Reconduction pour les montants</i>
Lot n°3	Plateaux repas / Sandwiches-Snacks département de Seine Saint Denis - à bons de commande sans minimum et avec maximum - voir <i>Reconduction pour les montants</i>
Lot n°4	: Buffets, cocktails et repas assis - à bons de commande sans minimum et avec maximum - voir <i>Reconduction pour les montants</i>

Définitions :

Lot : Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation

■ **Multi-attribution et Modalités d'attribution des bons de commande :**

Le contrat est attribué à 3 titulaires maximum par lot (sous réserve de candidature et offre suffisantes ayant obtenu une note supérieure à 50/100 au classement final).

Chaque bon de commande est prioritairement adressé au titulaire de rang 1 du classement des offres. En cas d'indisponibilité, incapacité ou des dysfonctionnements répétés de ce dernier, le bon de commande est adressé au 2ème ou 3ème titulaire de l'accord-cadre jusqu'à ce que ce dernier soit en capacité de répondre.

Par ailleurs, l'acheteur est également en mesure d'appliquer la clause « exécution aux frais et risques » du CCAP à l'encontre du titulaire défaillant concerné au regard des manquements constatés.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : les responsables ou correspondants financiers.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat :**

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat.

■ **Reconduction :**

Le contrat est reconductible **3 fois** maximum dans les conditions suivantes :

Période	Durée
Lot n°1 : Plateaux repas / Sandwiches Snacks département du Val de Marne	
- Période initiale - montant maximum 50,000.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 50,000.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 50,000.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 50,000.00 € HT	12 mois
Lot n°2 : Plateaux repas / Sandwiches-Snacks département de Seine et Marne	
- Période initiale - montant maximum 20,000.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 20,000.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 20,000.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 20,000.00 € HT	12 mois
Lot n°3 : Plateaux repas / Sandwiches-Snacks département de Seine Saint Denis	
- Période initiale - montant maximum 5,500.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 5,500.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 5,500.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 5,500.00 € HT	12 mois
Lot n°4 : Buffets, cocktails et repas assis	
- Période initiale - montant maximum 225,000.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 225,000.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 225,000.00 € HT	12 mois
- Reconduction - montant maximum 225,000.00 € HT	12 mois

■ **Modalités de reconduction :**

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 2 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ **Reconduction anticipée du contrat :**

Si le montant maximum d'une période est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

■ **Autres stipulations relatives aux délais :**

DELAIS DE LIVRAISON

Lots 1 - 2 et 3 :

S'agissant de prestations courantes, le Titulaire s'engage à réaliser les prestations dans un délai maximum de 48h suivant la réception (par télécopie, mail ou courrier) du bon de commande signé pour les lots 1, 2 et 3.

Si le Titulaire s'est engagé sur des délais plus courts dans le cadre de réponse, ceux-ci s'imposent à lui.

Pour des prestations exceptionnelles, des délais supplémentaires peuvent être accordés au Titulaire à sa demande.

Lot 4 :

Le délai contractuel d'exécution des prestations est celui annoncé dans les offres des Titulaires, notamment dans le cadre de réponse.

Les prestations peuvent être exécutées tous les jours de la semaine, jours fériés compris, de 8h00 à 23h00. Le Titulaire peut être amené à effectuer plusieurs prestations le même jour dans des lieux distincts donc sur différents sites.

Pour l'ensemble des lots, en cas d'éventuelles modifications non substantielles d'un bon de commande signé, les délais accordés par le titulaire, ne peuvent être supérieurs de 24 heures à ceux dans le cadre de réponse.

Pour les quatre lots, les prestations doivent être livrées dans le respect de ces délais. A défaut, l'Université se réserve le droit d'appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 7.1 du présent CCAP.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou

des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande de la reconduction est supérieur à 50,000.00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%.

Le taux de l'avance est fixé à 5% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée sur le paiement définitif.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

- Numéro de SIRET de l'Université Paris-Est Créteil : 19941111700013
- Code service : FACTURES_SUR_ENGAGEMENT
- Le numéro d'engagement obligatoire : Inscrit sur le bon de commande transmis par le pouvoir

- adjudicateur (numéro sous le format 4500xxxxxxx)
- Numéro du marché : Inscrit dans l'acte d'engagement obligatoire (2025PATRAITEUR)
 - Numéro de la TVA intracommunautaire de l'UPEC : 25 199411117

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

■ **Autres conditions de règlement :**

Lorsque qu'une commande est passée en deçà de minima précisés par le titulaire pour chaque lot dans le cadre de réponse, le titulaire peut refuser d'exécuter la commande. Dans ce cas il s'engage à en informer le service émetteur dès réception de la demande de devis. Cependant, en cas d'exécution de la commande, le titulaire peut appliquer des frais de gestion dont le montant ne peut excéder 15% du montant théorique HT correspondant à la commande minimale fixée par l'accord-cadre.

Le minimum de commande imposé par le titulaire est indiqué dans le cadre de réponse. Il est souhaitable que ce minimum ne soit pas supérieur à :

- 5 plateaux pour les lots 1, 2 et 3
- 15 personnes pour le lot 4

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

6.2. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence

professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

■ **Opérations de vérification du service fait :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisée et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par chaque bon de commande.

6.3. Développement durable

■ **Clause sociale :**

Le titulaire dans l'exécution des prestations s'engage à prendre en compte une dimension sociale de sa prestation détaillée dans son offre. Il peut s'agir de l'emploi des personnes éloignées de l'emploi ou des personnes en situation de handicap.

Le titulaire précise dans son offre les modalités de la dimension sociale de sa prestation.

■ **Clause environnementale :**

Le titulaire conseille ainsi l'acheteur et le bénéficiaire dans le choix de prestations, en nature et en volume, les plus adaptées au format de l'événement et au public dans un souci de sobriété et zéro gaspillage alimentaire.

Durant l'exécution de la prestation, le titulaire utilise des produits d'hygiène écologiques ou biosourcés, ou les moins impactant sur l'environnement.

Le titulaire recourt, autant que possible et lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

6.4. Autres stipulations

■ Réception et contrôle :

CONDITIONS DE LIVRAISON

Les livraisons interviennent à l'adresse mentionnée sur le bon de commande, selon les jours et heures qui y sont indiqués. Le transport s'effectue aux risques et périls du Titulaire jusqu'au lieu de livraison.

Les prestations doivent être accompagnées d'un bon de livraison indiquant :

- l'identification du Titulaire du marché ;
- le numéro de l'accord-cadre et du lot ;
- la désignation de l'émetteur du bon de commande et son adresse ;
- la référence du bon de commande ;
- les date, heure et lieu précis de livraison ;
- la nature de la prestation réalisée ainsi que les quantités livrées.

Les prestations sont réceptionnées par l'émetteur du bon de commande (ou toute autre personne habilitée à les réceptionner) par vérification de la conformité du bon de livraison avec le bon de commande.

Le bon de livraison est signé par un agent de l'établissement attestant de la date et de l'heure de réception avant les opérations de vérification. Les réserves, s'il y a lieu, sont portées sur le bon de livraison.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur demande, de la bonne réception des marchandises, de la date et de l'heure de réception par la présentation du bon de livraison dûment signé identifiant la personne qui a réceptionné la marchandise. Par conséquent, le règlement de toute marchandise, même dûment commandée, mais livrée sans être réceptionnée par un représentant du pouvoir adjudicateur, ne sera pas exigible.

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Les pièces requises dans le cadre de l'obligation de vigilance (justification d'immatriculation, attestation sociale de vigilance URSSAF, liste des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail notamment) sont rendues accessibles par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : e-attestations.com – [by aproval](#)

A défaut, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;

- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

■ **Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt les pénalités suivantes :

- Retard entre 30 minutes et 1 heure, une pénalité équivalente à 20% du montant TTC de la prestation commandée sera appliquée

- Retard au-delà d'une heure par rapport à l'heure de livraison indiquée sur le bon de commande : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de considérer la commande comme annulée, aucun règlement ne pourra être réclamé par le prestataire.

Tout retard de livraison ou d'exécution de plus d'une heure, en l'absence de force majeure dûment constatée, entraînant l'annulation de la commande, et justifiant l'approvisionnement auprès d'un autre opérateur se fera aux frais et risques du titulaire.

■ **Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

En cas de retard constaté dans les délais d'exécution des prestations, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, les pénalités pour retard sont appliquées.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

8.2. Autres stipulations

■ **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers ou un autre titulaire de l'accord-cadre à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information (non-concerné s'il s'agit d'un des titulaires de l'accord-cadre). Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire concerné. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Indisponibilité :**

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer tout ou partie des prestations qui lui sont demandées, il doit en aviser le service/composante/Direction ayant établi la commande 72 heures ouvrées au moins après la réception du bon de commande.

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Télécopie : 01 60 56 66 10
Site internet : <http://www.telerecours.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)